

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 633 8 avril 1982
Dix-neuvième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 52 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
François Brutsch
Marcel Burri
André Gavillet
Yvette Jaggi
Pierre Lehmann
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy

Points de vue:
J. Cornuz
Gil Stauffer

Etat d'urgence

Pour vous informer ou par simple curiosité, vous assistez à une manifestation de rue qui se termine par des affrontements avec les forces de l'ordre. Alors, sachez-le, vous risquez une inculpation pour trouble de l'ordre public. C'est ce qui ressort d'une récente décision du Tribunal fédéral; un employé de banque zurichois l'a appris à ses dépens: pris dans un groupe d'une centaine de manifestants encerclé par la police, il a été condamné à trois semaines de prison.

Désormais, point n'est besoin d'exprimer d'une manière ou d'une autre son approbation des actes de violence; la justice ne fait plus la distinction entre spectateurs et participants à des actions illicites.

La deuxième Chambre pénale zurichoise fait un pas de plus: si vous êtes pris dans une rafle et que vous avez manifesté précédemment «une attitude générale d'opposition», de «l'intérêt pour le mouvement des jeunes» et qu'en plus vous avez «un tract dans votre poche», le doute n'est plus permis. C'est le délit d'opinion.

Pour Peter Noll, professeur de droit pénal à l'Université de Zurich, cette nouvelle jurisprudence du Tribunal fédéral légitime l'instauration de fait de l'état d'urgence en cas de désordre sur la voie publique et le couvre-feu dans le périmètre des troubles.

La justice zurichoise n'a pas tardé à prendre appui sur cette décision contestable. Trois semaines de prison pour un journaliste du «Volksrecht», le quotidien socialiste des bords de la Limmat, qui couvrait l'une des nombreuses émeutes de l'été

1981 et se trouvait «à un ou deux mètres» d'un groupe de casseurs, selon des témoins. Inculpation d'une équipe du Téléjournal arrêtée en mars 1981: elle se trouvait à proximité d'un groupe de jeunes en train de construire une barricade.

Ces récents développements judiciaires permettent de penser que la police et la justice zurichoises cherchent à convaincre les professionnels de l'information et les curieux de rester chez eux lorsque les rues s'animent par trop.

C'est ce que n'a pas compris un photographe de l'agence Keystone, interpellé il y a dix jours lors d'une manifestation, conduit au poste pour contrôler de son film; il était soupçonné de faire le portrait des policiers.

Réalité zurichoise certes, mais qui prend une signification nationale dans la perspective de la prochaine votation sur la révision du Code pénal. Il faudra s'en souvenir alors.

ZURICH

La loi du plus fort

Diagnostic qui ne choque pratiquement plus personne: au registre économique, Zurich donne le ton, dans notre pays. Inutile d'épiloguer sur le sujet: les occasions de montrer qu'ils ont le bras long n'ont pas manqué ces dernières années, tant aux puissants industriels des bords de la Limmat qu'à leurs organisations patronales.

Sur la scène politique, les radicaux zurichois tiennent une partition qui pour être monocorde n'en est pas moins en passe de bouleverser certaines constantes trop vite réputées intangibles, et en tout

SUITE ET FIN AU VERSO

La loi du plus fort

cas le climat du fameux «consensus» à l'helvétique. Leitmotiv: en situation de force, pas question de jouer les magnanimes culpabilisés; en cas de conflits d'intérêts, on s'explique si c'est tout à fait indispensable et on tranche sans nuance en faveur du plus fort; le dialogue sert à jauger les fronts et dans ces conditions, l'acceptation d'un compromis final est une victoire mal assumée.

Ce langage, traduction politique des règles du jeu économique façon liberté du commerce et de l'industrie, a trouvé des échos puissants de ce côté-ci de la Sarine. Voyez l'agressivité libérale qui fait bien des jaloux dans les rangs radicaux vaudois ou genevois. Une certaine conception du «centre», modérateur, rassembleur, est tombée momentanément en disgrâce.

Que ce raidissement tous azimuts ait des prolongements sociaux, policiers ou même judiciaires, voilà qui est dans la logique du mouvement. Ce qui l'est moins c'est que cet étalage de biceps ne suscite aucune réponse organisée. De fait, il a suffi des effets de voix des partis bourgeois pour que le terrain leur soit abandonné. Sous de prétextes divers.

MÉFIANCE

Les commentateurs politiques se sont évidemment penchés avec sollicitude sur le cas du Parti socialiste zurichois après les dernières échéances électorales (communales): la «crise» est là et il faut bien avancer quelques explications, crise du socialisme rapportée à l'échelle européenne (voire mondiale), doctrine en retard d'une révolution technologique, repli sur les privilèges helvétiques, panne de l'Etat-providence et militantisme en baisse, il y a certaine-

ment de tout cela à la fois. Ajoutons quelques impressions sans ambition de cerner le phénomène dans son ensemble, impressions «du terrain».

Tout se passe comme si à Zurich la méfiance à l'égard des structures était devenue générale au sein du parti socialiste. Au point qu'on ne s'inquiète pas vraiment — en tout cas beaucoup moins qu'ailleurs, dans le reste du pays — des dégâts, d'ailleurs miraculeusement limités, subis aux dernières élections. De fait, la conquête de la majorité absolue au législatif communal par le bloc radical/démocrate-chrétien/UDC/évangéliques (il passe de 56 à 68 sièges sur 125) n'a pas provoqué davantage de sursaut dans les rangs socialistes que la perte d'un poste à la Municipalité de la plus grande ville de Suisse.

PARTICIPATION: DEGRÉ ZÉRO

Et ce désintérêt pour le fonctionnement des institutions et le partage des responsabilités est désormais payé de retour: les trois municipaux «socialistes», qui ont depuis longtemps pris leurs distances (ils versent leurs cotisations «au parti» sur un compte bloqué et ont participé à la campagne des syndicats), qui viennent de se voir désavoués officiellement, ne s'en portent pas plus mal, de toute évidence (on touche du doigt ici l'extrême difficulté d'une mission de «bons offices» éventuelle de la part des organes directeurs socialistes à l'échelon national).

Par voie d'exclusion de fait, deux grands partis de gauche, celui de la Ville de Zurich et du canton de Bâle-Ville, viennent donc de résoudre à leur manière le problème de la participation aux exécutifs, depuis longtemps mise en cause.

PLACE AUX DISCOURS CARRÉS

Qu'un tel abandon de poste, dans ces conditions, aient à l'avenir des effets néfastes, sur le plan élec-

toral, pour la gauche, c'est une chose qu'on pourra regretter.

Que cette retraite sans flambeaux brouille encore un peu plus l'image de la gauche socialiste dans l'opinion, c'est une chose qui profitera, à n'en pas douter, à d'autres discours, plus carrés, flattant les instincts de repli sur les privilèges acquis et l'illusion de la sécurité. Méfiance à l'égard de tout ce qui bouge!

MINORITÉS PÉNALISÉES

Mais il y a plus crucial encore que les enjeux parti-sans. Cet effacement de la gauche socialiste déploie ses effets au moment même où le raidissement généralisé privilégie systématiquement les voix les plus fortes, sous le signe du libre jeu des rapports de forces.

Dès lors le constat est double. Il y a bien sûr le reflux socialiste et les problèmes cruciaux posés à une organisation dont on voit mal sur quel ton elle sollicitera les suffrages de ses sympathisants aux prochaines échéances électorales. Mais il y a surtout, et c'est beaucoup plus inquiétant, l'isolement accru en fin de compte de toutes sortes de groupes et de mouvements minoritaires qui avaient, bon gré mal gré, mis leur confiance dans la grande formation de gauche pour se faire au moins entendre, pour peser autant que possible sur les processus de décision.

Ces minorités-là se retrouvent aujourd'hui deux fois pénalisées: par le raidissement droitier ambiant avec son cortège d'intolérances, et par le refus des socialistes de jouer leur rôle (ingrat) de porte-voix.

L'instabilité sociale qui pourrait résulter de ce court-circuit profitera d'abord aux chantages de l'ordre musclé et du conservatisme étroit, n'en déplaie aux théoriciens du tout ou rien.

Desépargne (suite)

En 1977-1978, l'épargne bancaire totale dépassait encore dix milliards de francs par année; mais l'augmentation des dépôts et des achats d'obligations de caisse n'atteignait plus que 5 milliards en 1979, 2,5 milliards en 1980 et... tout juste quelques centaines de millions en 1981.

Pour exemple, le Crédit Suisse:

	<i>Nombre de carnets d'épargne</i>	<i>Total des dépôts d'épargne (en mios fr.)</i>
1978	511 683	4719
1979	536 585	4613
1980	565 404	4170
1981	698 216	3866
Evolution 1978-1981	+ 11%	./.. 18,1%

Quant aux comptes salaire, ils n'arrangent en réalité pas grand-chose: toujours au Crédit Suisse, leur nombre a bien passé de 130 000 à fin 1978 à 152 000 à fin 1981 (+ 16,8%), et les avoirs en fin d'année de 340 à 550 millions de francs (+ 62,7%), mais ces montants ne compensent de loin pas l'hémorragie de l'épargne sous-rémunérée. Où vont donc les montants ainsi dégagés? A d'autres formes de placements plus risqués et plus rentables pour les mieux nantis (placements fiduciaires, comptes à terme), et surtout à la consommation, notamment au logement, pour tous les autres.

GLANURES HELVÉTIQUES

Après la gifle reçue au Tribunal fédéral au chapitre de l'égalité de traitement entre filles et garçons

pour les examens d'entrée au collège, le Département vaudois de l'instruction publique pare au plus pressé! Un nouveau recours devant les Sages de Mon-Repos était dans l'air visant les inégalités de traitement des candidat(e)s selon les régions. Qu'à cela ne tienne: les examens d'entrée seront dorénavant du ressort des collèges... Des années de conformisme centralisateur effacées d'une semaine à l'autre parce que le TF a sévi. Oui, amen. Allons donc: la pédagogie de papa a encore de beaux jours devant elle, au moins appliquée aux penseurs du DIP. Ceux-ci, dans leur grand désir de bien faire, ont même précisé qu'après une étape de transition cette année, les collèges ne jouiraient de leur pleine autonomie qu'en 1983. Le hic, c'est qu'à cette date, les examens en question pourraient bien avoir disparu! Elève DIP: pourrait mieux faire.

* * *

Le groupe Jean Frey s'apprête-t-il à lancer de nouveaux journaux? La «Weltwoche» rappelle, semaine après semaine, que les titres «Schweizer Spiegel» (le miroir suisse) et «Sonntags Journal» (journal du dimanche) appartiennent au groupe.

* * *

Pour la postérité, et pour l'édification des masses laborieuses, cette conclusion du conseiller d'Etat libéral vaudois Leuba aux journées du Parti libéral suisse qui, le 6 février dernier, planchait sur les «problèmes inhérents au logement». La démonstration, telle que rapportée et résumée dans la presse, avait fait quelque bruit à l'époque — et jusque dans les colonnes de DP. Nous avons aujourd'hui le privilège de pouvoir l'apprécier dans sa formulation originale et officielle, puisque le périodique du Parti libéral vaudois vient de consacrer plusieurs pages à l'événement. Après une série d'exposés dont on vous laisse imaginer la hauteur de vues, J.-F. Leuba diagnostiquait donc, nouant la gerbe, comme on dit: «(...) Il y a lieu de conclure par ce qui peut paraître un paradoxe: la crise du logement n'est pas la démonstration de l'échec de l'économie libérale, mais tout au contraire la démonstration de son succès. C'est grâce à

l'amélioration du niveau de vie, grâce à l'amélioration du confort possible, grâce au fait que chacun peut avoir un logement plus confortable, plus vaste, qu'il a à partager avec moins de monde, c'est grâce à l'amélioration des revenus que finalement nous sommes dans cette situation où le volant des logements disponibles pour alimenter le marché est relativement restreint.» Le genre de «succès» dont on redemande.

HISTOIRE

Privatisation aux télégraphes

Au début de la Confédération moderne, un service national de télégraphes fut mis sur pied, sous la forme de régie, par la Confédération. Le magasin du matériel, conduit par un homme énergique, réalisa de bonnes affaires puisque l'étranger lui passa des commandes.

Ce succès n'eut pas l'heur de plaire au Conseil fédéral d'alors, uniformément radical.

Le service fut vendu à son chef qui en fit l'entreprise Hasler laquelle prospéra grâce, en particulier, aux commandes de la régie des télégraphes, puis à celles des téléphones, mais aussi bien entendu grâce à des commandes privées et publiques de Suisse et de l'étranger.

Un peu plus de cent ans après cette privatisation, nous lisons dans le «Bulletin patronal» vaudois de mars 1982 une notice intitulée «Abus de monopole» qui concerne les appareils de téléphone Hasler commandés par les PTT. L'article conclut à la nécessité de supprimer le monopole du fournisseur pour révéler quel est le juste prix des appareils téléphoniques.

Question bête et méchante: la privatisation a-t-elle pour but de créer de nouveaux monopoles privés? A voir de près en révisant la loi sur les cartels.

Déchets radioactifs à l'abri des mites

Débattre d'un projet de nouvelle centrale nucléaire sans avoir sérieusement abordé la question de l'élimination des déchets radioactifs est insensé. C'est la première des leçons des expériences des Etats-Unis en la matière: Pierre Lehmann, résumant et commentant un article paru dans le «New Yorker» et dû à la plume du journaliste Fred C. Shapiro (19.10.1981), le montrait dans ces colonnes la semaine dernière; il poursuit sur sa lancée aujourd'hui. Tableau hallucinant (et on vous prie de croire que l'accumulation de détails, de noms, de précisions maniaques donne dans la somme originale de Shapiro une impression encore plus forte, malheureusement intraduisible, faute de place bien sûr et de familiarité, de ce côté-ci de l'Atlantique, avec les lieux et les gens en cause). Mais quoi, dira-t-on peut-être, des déchets, la Suisse en produit déjà! Certes, et dans ces conditions, le moindre sérieux serait d'en stopper la multiplication. Tant il est vrai que le climat serait tout à fait différent sur les sites d'entreposage éventuel si l'on savait que l'amoncellement a cessé de croître.

Les résidus miniers: ce qui reste après qu'on a extrait l'uranium du minerai; les déchets dits faiblement radioactifs: «terme vague pour désigner un ensemble de bricoles allant des gants contaminés à des boues chargées d'isotopes radioactifs»; les déchets contenant une quantité suffisante de transuraniens («le bombardement de l'uranium par des neutrons dans les réacteurs nucléaires produit des éléments plus lourds que l'uranium appelés transuraniens»). Trois catégories de déchets sur les six répertoriées communément. Suite de l'inventaire.

4. — **Les éléments combustibles irradiés.** Aux Etats-Unis, les éléments combustibles extraits des centrales nucléaires civiles ne sont pour le moment pas retraités (existent cependant des centrales de retraitement pour des éléments comparativement moins radioactifs, provenant de réacteurs militaires et produits lors de travaux de recherche).

A fin 1980, plus de 28 000 de ces éléments ou ensemble d'éléments, contenant en tout plus de 8000 tonnes d'uranium, étaient stockés dans des «piscines» attenantes aux centrales. Et pour 1981, on s'attendait à la mise en piscine de quelque 6000 éléments supplémentaires.

DANS LES PISCINES... EN ATTENDANT

Ce combustible irradié est extrêmement radioactif. En fait, c'est le plus radioactif de tous les déchets, et sa manutention réclame un maximum de précautions (malgré tout, à cette phase comme à d'autres, des accidents se sont produits), sans compter que la chaleur considérable qui se dégage des combustibles irradiés impose un refroidissement permanent des piscines d'entreposage.

Dans un réacteur nucléaire de type courant, il faut remplacer chaque année environ un tiers du combustible nucléaire. Les éléments extraits s'accumulent donc inexorablement dans les piscines, faute de système adéquat de prise en charge après une baisse suffisante de leur taux de radioactivité (délai d'environ six mois).

Aux Etats-Unis, la quasi-inexistence d'opérations de retraitement est à l'origine de cet amoncellement de produits dangereux. Mais en Europe, nous ne serons guère mieux lotis: les opérations de retraitement à La Hague, en France, tournent elles aussi progressivement au cauchemar et cette usine semble incapable de retraiter les quantités de combustibles que de nombreux pays, dont la Suisse bien entendu, voudraient bien leur confier. Résultat: on bourre de plus en plus les piscines d'entre-

posage sur les sites des centrales en priant le ciel qu'une solution à ce problème épineux entre tous surgisse bientôt. Le ciel? En l'occurrence, l'Etat, qu'on aimerait bien convaincre de construire, au frais des contribuables, des entrepôts «intermédiaires». C'est ce qui a été fait aux Etats-Unis. En Suisse, on a parlé de Lucens. Un tel entreposage ne résoud en tout cas rien: il ne fait que repousser l'échéance et augmente le nombre des transports et autres manutentions délicates (aux Etats-Unis, cet entreposage se heurte comme ailleurs à l'opposition fort compréhensible des habitants concernés).

Notons en passant que les piscines remplies de combustible irradié sur les sites des centrales représentent un danger potentiel énorme en cas de guerre, de tremblement de terre, etc. Elles ne bénéficient en effet pas des mêmes mesures de sécurité que le réacteur lui-même, tout en étant le lieu, au moins à certains moments, d'un dégagement de radioactivité presque aussi intense.

On sait que le président Reagan a décidé de remettre en selle le retraitement du combustible irradié. Voilà qui laisse peut-être entrevoir un allègement du problème du stockage du combustible irradié, mais ne manquera pas de créer d'autres problèmes, tout aussi délicats; et parmi ceux-ci: celui, non résolu à ce jour, du retraitement lui-même, celui de l'entreposage des déchets hautement radioactifs dont les quantités ne font qu'augmenter.

LONGTEMPS, C'EST QUOI?

5. — **Les déchets hautement radioactifs.** Ces déchets sortent des usines de retraitement; ils ne contiennent en principe plus — ou seulement très peu — de transuraniens. Aux Etats-Unis, comme dit plus haut, ces usines-là existent uniquement pour les déchets provenant des applications militaires du nucléaire et de la recherche (à ne pas confondre!). En Europe, il y a La Hague et l'Angleterre et

la Belgique sont également sur les rangs. Toutes ces usines sont aux prises avec des difficultés considérables: le retraitement du combustible irradié n'est pas un problème résolu.

En réalité, personne ne sait au juste aujourd'hui comment se débarrasser des déchets hautement

LE 26 FÉVRIER À LA HAGUE

L'usine de retraitement de La Hague navigue de difficultés techniques en conflits sociaux. Mais cette actualité-là ne fait plus la «une» des journaux: on attend la vraie, grosse et bonne fuite, avec si possible contamination extérieure, pour distiller à nouveau des titres qui font vendre. Alors juste un petit coup de projecteur (en suivant l'agence Wise). Pour mémoire.

Vendredi 26 février dernier, au cours des opérations de retraitement des combustibles irradiés dans le centre de La Hague, une fuite de 30 litres d'effluents se produit, contenant trente grammes de plutonium. Arrêt immédiat des activités dans les ateliers de «moyenne activité». Et blocage, par conséquent, des phases suivantes du retraitement. Comme d'habitude dans ces cas-là, les travailleurs du groupe de décontamination interviennent à coups de pioche et de marteau-piqueur pour dégager les blocs de béton contaminés. Une tâche pénible qui exige des efforts physiques intenses, sans compter les risques d'irradiation.

La vie quotidienne à La Hague. A chacun son boulot: nous, nous produisons des déchets, et eux ils les «retraitent».

radioactifs sans risque de les voir resurgir dans l'environnement un jour ou l'autre.

En Suisse, on a donc demandé à la CEDRA de se pencher sur le problème. Selon son mandat, cette société doit apporter la preuve d'ici 1985 que l'entreposage de déchets hautement radioactifs est possible dans notre pays. Entreprise quasi impossi-

ble (voir encadré plus bas), vu, entre autres, les aléas de la géologie.

Aux Etats-Unis, on ne pense pas pouvoir disposer d'un entrepôt «définitif» pour déchets hautement radioactifs avant 1998. Et le coût de cette opération est estimé à quelque dix milliards de dollars d'aujourd'hui; il faut préciser que cette dépense ne couvre pas la mise en forme adéquate des déchets eux-mêmes (vitrification au autre)...

Les entreposages temporaires de déchets hautement radioactifs aux Etats-Unis: un casse-tête perpétuel. Les réservoirs de stockage de Hanford, par exemple, qui avaient été construits pour durer cinquante ans, se sont mis à fuir après seulement quatorze ans! Et on estime qu'ils ont déjà laissé échapper environ 2000 m³ de liquides hautement

RAS LE BOL

New York: un juge met les pieds contre le mur

L'enquête de Shapiro dans le «New Yorker» tombait pile. Un jugement du tribunal de district de New York vient d'être porté à la connaissance du public et qui pourrait bien faire date.

Le juge new-yorkais vient tout bonnement d'exclure des compétences du Département américain des transports (DOT) le droit de réglementer le transport des déchets nucléaires. Motif: certains des règlements édictés entrent en conflit avec des normes en vigueur sur le plan local ou sur toute l'étendue d'un Etat, et cela alors même que le gouvernement fédéral n'a pas encore défini sa politique en la matière. «Notre nation, a stipulé le juge, n'a pas encore décidé ce qu'elle ferait des combustibles irradiés;

radioactifs; ceux-ci ont suinté dans le sol, et rien n'a pu être entrepris pour les récupérer. Pour donner une idée des points d'interrogation. Certains fûts de déchets hautement radioactifs dégagent tellement de chaleur qu'il faut les stocker sous une épaisseur de plus de trois mètres d'eau refroidie en permanence. Et ces précautions sont prévues pour durer au moins six cents ans! C'est-à-dire plus longtemps que la plupart des institutions politiques et même, comme le remarque Shapiro, le journaliste du «New Yorker» qui inspire, rappelons-le, cette petite synthèse, trois fois plus longtemps que les Etats-Unis eux-mêmes en tant que tels jusqu'ici... D'autres fûts, dans ces conditions, sont enfouis ici et là, sous des carapaces de béton dont on assure qu'elles résisteront long-

SUITE ET FIN AU VERSO

jusqu'à ce qu'elle le fasse, la politique officielle est que les combustibles doivent être stockés là où ils sont produits jusqu'au moment où la place fait défaut...»

Qui vivra, verra.

Ce que l'on reproche aux réglementations du DOT, c'est qu'elles ne prennent pas en considération l'insécurité des fûts utilisés pour le transport des matériaux radioactifs, les lacunes des autorités locales en cas d'accident et, qu'en outre, il n'existe aucune étude sur l'éventualité d'un accident lors du transport sur route, et de ses conséquences. De plus, ces réglementations auraient permis le transport des déchets nucléaires sur d'importants réseaux routiers et à travers des régions urbaines!

Actuellement, les mesures déjà prises en la matière vont de la totale interdiction, comme dans la ville de New York, à l'exigence d'une autorisation des autorités locales avant le départ du convoi.

Déchets radioactifs à l'abri des mites

temps. C'est quoi, finalement, longtemps? Personne ne sait.

6. — **Les restes radioactifs d'installations nucléaires hors d'usage.** Au cours de leur vie, les installations nucléaires accumulent de la radioactivité dans leurs structures; c'est pourquoi, après un certain nombre d'années de fonctionnement, la mise à l'arrêt et l'«ensevelissement» de ces constructions s'imposent. Et ça fait des volumes impressionnants, au total. Les restes du projet Manhattan (préparation de la bombe A) forment un tombeau — les nouvelles pyramides — d'environ un demi-million de mètres cubes.

Dans certains cas, le coût du démantèlement et de la mise en lieu sûr de ces premiers vestiges de la société du plutonium est plus élevé que celui de la mise en service. Cela a été le cas par exemple pour une usine de fabrication de combustibles nucléaires dans l'Ohio dont le démantèlement a coûté trois fois plus cher que la construction. Pour une centrale nucléaire d'une certaine importance, le prix a toutes les chances d'être hallucinant.

HÉRITAGE EMPOISONNÉ

Aux Etats-Unis, pour ne pas être confronté à de telles dépenses qui risqueraient de déchaîner la colère des contribuables et des consommateurs d'électricité, on préfère pratiquer le système dit du «mothballing» (litt.: mise à l'abri des mites). Petit mode d'emploi: d'abord fermer la centrale; puis évacuer les éléments combustibles et le réfrigérant (distribués avec les autres déchets, voir plus haut); et surveiller le monument jour et nuit dans l'espoir qu'un beau matin quelqu'un trouvera une méthode bon marché pour débarrasser l'humanité du tout.

A ce jour, aux Etats-Unis, dix centrales «ont été mises à l'abri des mites» de cette manière...

Une autre technique provisoire est la «mise en tombeau» qui consiste à déverser des tonnes de béton sur les installations indésirables. Cela permet de se passer de la surveillance permanente, mais des contrôles périodiques de radioactivité restent nécessaires.

Ces deux «méthodes» n'ont évidemment rien de solutions à moyen ou long terme, tout en donnant lieu à des dépenses courantes qui s'aggraveront au

CEDRA

Les trous et le courrier

Les tenants du nucléaire ne manquent pas de relais pour faire passer leurs idées, relais tenaces et réguliers, bulletins d'informations bien diffusés, travail de longue haleine (les affrontements à venir passeront aussi par la communication de masse, et là il faut bien admettre que les opposants auront du mal à remonter la pente, s'ils veulent toucher d'autres cercles que les convaincus).

Après la dernière conférence de presse de la CEDRA annonçant les sites de forages préliminaires, les officines pro-nucléaires ont donc répercuté le message. Ainsi l'Office d'électricité de la Suisse romande, OFEL, dans son bulletin hebdomadaire (N° 354, 2.4.1982). Voici ce que cela donnait, entre autres: «(...) Ceux qui pouvaient encore douter du sérieux et de la compétence scientifique indiscutable avec laquelle la CEDRA exécute le mandat qui lui a été confié seront sortis pour le moins ébranlés de la conférence de presse présentée lundi dernier à Berne. Le but de cette manifestation — les médias l'ont relevé — était de commenter l'état des déchets faiblement et moyennement radioactifs. En fait, cette conférence fut l'occasion d'un tour d'horizon de l'ensemble des problèmes liés à la ges-

tion des déchets en Suisse, mais également en Europe.» Et ainsi de suite.

A ce jour, l'industrie nucléaire américaine a légué aux générations futures pas loin de cent millions de mètres cubes de déchets radioactifs en tous genres, avec tous les investissements et les problèmes que cela signifie. Bel héritage. En Suisse, on cultive l'illusion qu'il est possible d'échapper à tout cela.

Le Conseil fédéral est grand et la CEDRA est son prophète.

tion des déchets en Suisse, mais également en Europe.» Et ainsi de suite.

La CEDRA s'aventure à peine sur le terrain, et voici déjà les panégyriques. On ose à peine imaginer quels vont être les refrains quand les premiers résultats des travaux seront à portée de main.

Mais il y a plus grave. La parole à notre ami Marcel Burri.

* * *

Vous avez peut-être raté la scène; c'est dommage, car elle valait son pesant de plutonium! Ces Messieurs de la CEDRA donnent donc une conférence de presse, un beau matin (le 28 mars sauf erreur) à Berne. A midi trente le directeur Iseli et le président Rometsch parlent au micro de la radio romande. Et de dire leurs difficultés; et de polir leur image de marque; et de clamer à quel point ils tiennent à collaborer avec les autorités des communes concernées par les déchets nucléaires; autorités auxquelles, précisent-ils, ils ont écrit personnellement en joignant à leur missive toute la documentation nécessaire.

Manque de pot, l'émission est en duplex et, à l'autre bout du fil il y a le syndic de Bex qui révèle avoir reçu à 11 h. 00 un pli express contenant quelques imprimés mais aucune lettre.

Râclements de gorges embarrassés à un bout du fil, vagues excuses et l'air navré! Vraiment on n'y

comprend rien. Donc on confie le grave problème du stockage de ces déchets à des gens qui ne sont même pas foutus d'envoyer leur courrier...

Ou qui mentent. Ce petit incident, c'est toute la CEDRA: l'impression de sérieux, de crédible, de technique, voire de scientifique et derrière cette façade... vous avez le choix: c'est le plus parfait désordre (et les lettres ne partent pas) ou la tromperie au plus haut niveau.

Les méthodes de propagande commerciale ont repris de plus belle dans la presse (avec vos sous). On y apprend que les plus grands experts collaboraient avec la CEDRA: l'Institut d'hydrogéologie de l'Université de Neuchâtel et un institut du Poly à Zurich. «La lotion biomachin du Docteur Tartempion fera repousser vos cheveux.» Vous connaissez.

Parce que c'est bien de cela qu'il s'agit: faire croire aux gens qu'avec quelques D^r Prof. etc... on résoudra la quadrature du cercle. La loi est claire: en 1985, démonstration doit être faite que des stockages sûrs, définitifs, etc... sont possibles, sinon on met en panne toutes les centrales¹. Dura lex, sed lex: mes frères antinucléaires, vous pouvez vous démobiliser; le 1^{er} janvier 1986, plus une centrale

ne fonctionne, parce que cette démonstration est tout simplement impossible.

Seulement voilà, les électriciens insistent lourdement pour construire Kaiseraugst. C'est curieux, ces producteurs qui veulent mettre en chantier une usine qu'ils ne pourront certainement pas terminer. On devrait leur retirer la gestion de notre politique énergétique.

Et la CEDRA met sa technique à la disposition de cette mauvaise cause: faire croire que cette démonstration est possible, tout en sachant que les producteurs d'électricité se moquent de cette démonstration comme de colin tampon. Et pardessus le marché, ils voudraient être crédibles. De la mesure, Messieurs, de la mesure... Heureusement, parfois la dorure craque, et les fissures laissent apparaître le bluff, la propagande et le mensonge.

M. B.

¹ Dans ces colonnes (DP 618, 17.12.1981), nous avons déjà montré que la CEDRA tente déjà d'éluder l'importance du délai de 1985 («Déchets radioactifs: la CEDRA amuse la galerie»).

que soudain chacun s'était senti soulevé au-dessus de lui-même, et terminant son allocution en tendant en l'air ses deux bras écartés, comme Churchill des années plus tôt: «V comme Vietnam!»

Et plus tard encore, l'année passée: j'avais été le voir avec son neveu à l'hôpital de Vevey. Et là de nouveau, c'était lui le malade, qui nous avait fait rire et nous avait réconfortés en nous racontant à sa façon inimitable l'une de ses histoires:

Le dernier descendant de la famille impériale autrichienne, Otto von Habsburg, avait acquis à Begnins, à moins que ce ne fût à Vich, une propriété. Et de dépêcher son secrétaire: gilet rayé, chapeau melon, guêtres, etc., pour prendre contact avec les autorités. Lequel s'entendit dire que le syndic était dans sa cave. Descendant dans la cave et trouvant son homme en bras de chemise, occupé à mettre en bouteilles. Tirant de sa poche un papier et lisant un petit discours que le prince avait rédigé, afin de présenter ses civilités. Et le syndic s'interrompant dans son travail: «Vous donnerez bien le bonjour à Monsieur Otto! Et vous lui direz que s'il ne vient pas emmerder par ici, c'est pas nous qui allons l'emmerder!»

On aimerait connaître la réaction de l'altesse, à l'ouïe de cette réponse, quoi qu'on puisse en penser toute empreinte de dignité!

«Laisse-moi rêver à croire que nous reverrons, dans un dernier éclair, des images de notre enfance, le tendre visage d'une mère penché sur un berceau, la première neige, notre premier amour. Peut-être les flèches de Chartres se profileront-elles encore une fois sur cet horizon vacillant, comme les pierres sacrées qui rêvent sous le ciel de Delphes, tandis que s'éteindront les derniers bruits de la terre, la chanson d'une petite fille, la sirène d'un bateau, une douce voix de femme, une voix aimée et déjà lointaine...» (*Mon Demi-Siècle et demi*, 1969.)

J. C.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Le passage du poète

Mort de Gilles.

C'est une bonne part de notre jeunesse, de notre espérance contre tout espoir, qui s'en va avec lui.

De la revue *Traits*, patronnée par Edmond Gilliard, on a pu dire que ç'avait été la seule revue anti-fasciste de Suisse romande.

Que dire alors du *Coup de Soleil*? Où pendant les

trois ou quatre plus sombres années de ce vingtième siècle, on pouvait aller reprendre confiance, entendre ce que beaucoup pensaient, mais n'osaient ou ne pouvaient pas dire?

Et plus tard.

Le mouvement de l'Aide au Vietnam avait organisé une soirée de gala et pour cela fait venir une troupe pour jouer le *V comme Vietnam* d'Armand Gatti. Sans craindre de se compromettre, il avait accepté de présenter la pièce. Je le revois grimant sur scène, un presque vieillard déjà, et pourtant incroyablement jeune, disant quelques mots très simples, mais avec un tel élan, une telle générosité

Message urgent

«««message urgent — conseil federal confederation helvetique a: madame m. thatcher premier ministre grande-bretagne. conseil federal confederation helvetique a: general galtieri president republique d'argentine. message simultane urgent. considerant comme facheux affrontement pour iles falklands/malouines, georgie du sud, sandwich, orcades, conseil federal vous transmet proposition de solution simple, rapide, efficace, honorable, bon marche, elegante, exemplaire. message urgent. consortium forme gouvernements confederation helvetique/liechtenstein/san marino/luxembourg/andorre, reconnu solvable et toute moralite mais sans acces direct a la mer, vous propose achat — repetition: vous propose achat immediat iles malouines/falklands, georgie du sud, sandwich, orcades pour somme a convenir. selon sondage express representatif population iles mentionnees, resultat sondage sans equivoque. population concernee souhaite massivement changement situation et changement nationalite. repetition: population

iles concernees souhaite massivement nationalite conjointe suisse / liechtenstein / san marino / luxembourg / andorre en raison avantages sociaux importants par rapport situation actuelle, passeport tout neuf internationalement respecte, exoneration fiscale garantie pour 10 ans, prix chocolat garanti le plus bas hemisphere sud, timbres postaux gratuits pour residents. repetition: population iles mentionnees unanime pour achat par consortium et changement nationalite. solution proposee elegante et honorable. opinion publique mondiale serait largement favorable avec reglement propose de la crise. gouvernements confederation helvetique / liechtenstein / san marino / luxembourg / andorre dispose a ouvrir negociations immediates. paiement comptant si souhaite par les parties. repetition: paiement comptant si souhaite. prime en cas accord rapide: 100 (cent) tonnes chocolat au lait alpes suisses meilleur du monde pour gouvernements argentin et britannique. signe: pour consortium confederation helvetique / liechtenstein / san marino / luxembourg / andorre, pierre aubert, conseiller federal, president consortium. message urgent. berne, 8 avril 1982. boite chocolat luxe envoie express courrier separe pour destinataires message.»»»

JUSTE EN PASSANT

Les radicaux, ai-je lu, veulent «Moins d'Etat, plus de liberté». Voilà qui est très bien. J'aimerais, moi, qu'il y ait moins d'Etat, plus de liberté et — pour que cela soit possible — moins de radicaux, notamment.

* * *

«Tant qu'ils s'amusent, ils ne font pas de politique» avait donc dit le Prince ou Roi Machin, promoteur plus ou moins direct d'un grand parc dont j'ai oublié le nom, à Copenhague (Tivoli?). Y a-t-il pensé, M. Furgler, avant d'envoyer une

petite lettre d'encouragement à l'équipe de Neuchâtel-Xamax se préparant à affronter Hambourg en quart, demi ou trente-deuxième de finale de la Coupe Intercosmique de football sinon amateur du moins populaire?

Peut-être.

Les sociologues — qui se creusent tant le chou pour branquignoler leurs sujets de thèse — feraient bien d'observer d'un peu plus près les multiples fonctions du sport. Je leur signale juste en passant qu'un mien parent, membre d'un comité directeur quelconque d'une association de football (amateur), s'était heurté à une belle indifférence

lorsqu'il suggéra d'interdire l'offre de primes (pour buts marqués ou matchs gagnés) aux équipes de petits juniors de je ne sais trop quelle ligue... Il y a des dirigeants — m'a-t-il dit — qui poussent le ballon un peu loin. Les sports forment la jeunesse, non? A quoi? Rude question.

* * *

Acheté, pour 1 franc, dans un débarras de livres, un ouvrage passionnant intitulé: «Eis - Ein Weltenbaustoff. Gemeinfassliche Einführung in Horbiger Glazialkosmogonie (Welteislehre) mit einem Atlas, von Dr. -Ing. e.h. Heinrich Voigt. R. Voigt-länders Verlag in Leipzig, 1928.» Totalemt déliant. A noter que cette théorie de la glace cosmique fut très en honneur sous le III^e Reich et largement enseignée par des Herr Doktor Professor Obersturmbahnführer du meilleur monde. Tout cela est un peu effrayant.

Gil Stauffer

DOMAINE PUBLIC

Pause pascalle

C'était prévu, et c'était annoncé: les fêtes pascalle perturbent le rythme de parution de DP.

La plupart de nos abonnés reçoivent le présent numéro avec quelques jours de retard sur l'horaire habituel.

Mais il y a plus: notre prochain rendez-vous est repoussé au jeudi 22 avril, DP 634.

Merci de votre compréhension.

PS. Fêtes ou pas fêtes, toujours à votre disposition pour faire parvenir «Domaine Public» à l'essai et gratuitement pendant quelques semaines à celles et ceux de vos amis et connaissances à qui vous voulez du bien!